

et

SOCIÉTÉS

Bulletin Mensuel d'Informations Démographiques, Économiques, Sociales

Réflexions après Delhi

EN 1964, s'était tenue à Genève la première conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Les représentants d'une centaine de pays avaient discuté les conditions et modalités de l'aide que les nations industrialisées pourraient apporter à celles qui constituent le Tiers Monde. Deux propositions soumises par la délégation française avaient été au cœur des débats : le soutien des prix et l'organisation des marchés de matières premières qui n'aboutit pas, tandis que la seconde relative à l'attribution d'au moins 1% du produit national des pays plus riches à l'aide aux pays plus pauvres était votée par 107 nations.

Autant il était paradoxal de développer le thème du sous-développement à Genève, haut lieu de l'opulence occidentale, autant il était naturel de poursuivre le débat à Delhi, dans cette Inde où les délégués, en particulier ceux des pays où le gaspillage constitue l'un des moteurs de la croissance économique, auront eu l'occasion d'appréhender, autrement qu'intellectuellement, le véritable drame du monde actuel. Pendant deux mois, les mêmes sujets qu'à Genève et quelques autres ont été discutés.

Quatre ans après Genève, on n'a pas pu faire état d'une atténuation globale des disparités entre les deux mondes. N'a-t-il pas été précisé que pour 15 pays, les plus déshérités représentant 54% de la population des pays sous-développés, le taux de croissance annuel du produit intérieur: 2,7%, a été à peine supérieur au taux d'augmentation de la population donc très inférieur aux 10% annuels trop optimistes assignés comme objectifs par les Nations Unies pour la « décennie du développement 1960-1970 ». Or, cette seconde conférence qui s'est traînée deux mois dans la confusion et l'indifférence, s'est pratiquement terminée par

un constat d'impuissance. Le problème recèle tant de matières explosives pour les temps à venir, qu'il est utile d'en rappeler les données.

Au début du xx^e siècle, les taux de mortalité étaient fort proches des taux de natalité si bien que le rythme annuel d'expansion humaine de ces régions ne dépassait pas 0,3%; entre les deux guerres ce rythme s'élevait à plus de 1%, pour atteindre 1,9% dans la décennie 1950-1960 et 2,4% pour la période 1963-1965. La baisse considérable des taux de mortalité depuis la deuxième guerre, sans infléchissement de la natalité, explique ce phénomène unique dans l'histoire du monde. En Europe, au cours du xix^e siècle et au début du xx^e, la diminution de la mortalité avait été plus lente et l'écart entre celle-ci et la natalité n'excéda jamais 1,4%. Il est désormais reconnu que le déséquilibre écologique engendré par cette croissance accélérée de la population dans les territoires habités par plus de 2 milliards d'êtres humains constitue le trait majeur et combien préoccupant de notre époque.

L'inertie des phénomènes démographiques est telle, que, même en supposant la possibilité dans ces nations de politiques énergiques de ralentissement de la natalité, des taux annuels de croissance dépassant 2,5% vers 1980 semblent inévitables (taux correspondant au doublement de la population en 25 ans). Même si l'augmentation moyenne de la production s'opérait selon le même rythme, le progrès du niveau de vie individuel serait très faible car les besoins en investissements démographiques absorberaient l'essentiel des surplus de production. On sait, en effet, qu'un progrès annuel du produit intérieur brut de 4 à 5%, est difficile à dépasser sur le long terme sans brutaliser certaines structures ou risquer l'inflation. Or, si le croît annuel de la population atteint

2,5 à 3%, la marge pour l'amélioration du niveau de vie tombe approximativement entre 1 et 2,5% seulement.

D'ailleurs, même un taux de croissance économique de 5% n'est réalisable, étant donné la modicité extrême des épargnes locales, que par l'intervention de crédits et de capitaux étrangers. Dans le système monétaire mondial en vigueur, les montants d'aide et de crédits transférables sont limités par la faible élasticité du système : la crise du dollar serait vraisemblablement apparue plus tôt si le volume de l'aide des pays riches au Tiers Monde avait atteint les volumes réputés nécessaires au « décollage » des pays sous-développés.

La France a pu porter l'aide, à une certaine époque, à 3% de son produit intérieur brut, parce que cette aide se manifestait au sein du système monétaire de la zone franc et qu'une partie, non négligeable, était fournie sous forme d'hommes et d'assistance technique.

On dispose de quelques points de repère pour définir l'évolution respective de ces deux types de sociétés qui sont le Tiers Monde et les nations industrialisées.

Dans un récent ouvrage, M. P. Bairoch (1) indique que la production agricole annuelle globale du Tiers Monde aurait crû de 1,6 à 2,3% (selon les continents) entre 1937/1938 et 1961/1965. La part étant faite à l'imprécision de pareilles recherches — il est notamment presque impossible de connaître exactement la production autoconsommée — il s'ensuit que la production agricole n'a pas progressé plus vite que les bouches à nourrir ces quinze dernières années.

La projection de ces tendances désaccordées relative à la population et à la production alimentaire est donc alarmante pour les prochaines décennies.

L'amenuisement du rôle économique mondial des pays en voie de développement apparaît dans la diminution relative communiquée à Delhi, de leur part dans le commerce international en 1966, 20,9% des importations contre 27,3% en 1958 et 22,17 des exportations contre 25,8% malgré l'accroissement considérable des ventes de pétrole (2).

Le bilan a été aggravé depuis quelques années par la dégradation des termes de l'échange : le prix unitaire des exportations du Tiers Monde a baissé davantage que celui des importations en provenance de pays riches. Cette détériora-

tion représentait en 1965 près de 40% de l'aide totale apportée au Tiers Monde en dons, prêts et crédits.

Le caractère inquiétant de l'évolution en cours est souligné par l'écart croissant entre l'Europe et les pays sous-développés du produit intérieur brut par habitant ; en 1952, cinq fois et demie supérieur en Europe il l'était huit fois et demie en 1965.

Ces remarques générales étant faites, il convient de nuancer fortement ce tableau d'ensemble selon les continents et les pays : les données démographiques relatives à l'Extrême-Orient, notamment celles concernant Formose, Hong-Kong, Singapour, en Amérique latine, Costa Rica, montrent qu'il est possible d'agir sur la natalité ; les perspectives alimentaires pour la Chine sont meilleures que pour l'Inde, le niveau de vie de la Côte d'Ivoire est supérieur à celui du Niger ; l'Argentine, le Mexique ne sont presque plus des pays sous-développés par rapport au Pérou ; au Mexique, bien que le taux de croissance annuelle de la population avoisine 3 1/2% en 1966, la régularité du développement économique permet d'envisager l'avenir avec espoir ; en tant que fournisseurs de matières premières, les situations sont également fort différentes, selon que les pays produisent du cuivre ou du pétrole sous le contrôle de grandes sociétés internationales, ou du café et du cacao par l'intermédiaire de paysans propriétaires. Ces différences qui vont s'accroissant entre les pays du Tiers Monde, rendent compte pour une grande part des difficultés rencontrées à Delhi pour trouver un langage commun entre les pays en voie de développement.

Il n'en reste pas moins que si la faiblesse de leurs revenus moyens recouvre des chiffres s'échelonnant du simple au quadruple, cela ne fait que marquer davantage encore la modicité des revenus des populations situées au plus bas de l'échelle du développement !

Dans nos pays occidentaux l'accroissement annuel de la population qui n'excède nulle part 1,2% exerce un effet stimulant sur l'économie car il reste proportionné aux disponibilités en capitaux et accordé au niveau de la technique et des qualifications humaines. Il en va tout autrement dans les pays en voie de développement lorsque les taux de croissance démographiques exubérants posent un obstacle sur la voie de l'amélioration du niveau de vie ; ce n'est d'ailleurs pas là la seule entrave au développement ; une action sur les structures économiques ou sociologiques et sur l'affectation des investissements est souhaitable dans la plupart des cas ; en d'autres termes le freinage de cette exubérance humaine rend possible le développement, elle ne le garantit pas.¹

(1) Diagnostic sur l'évolution du Tiers Monde 1900-1966.

(2) De 1955 à 1966, les exportations des pays sous-développés, non communistes, augmentent de 55% et leurs ventes aux seuls pays développés de 61%, tandis que les exportations globales des régions développées augmentent de 130% et celles vers les pays sous-développés de 77%.

QUELQUES CHIFFRES

Composition des familles.

Compte tenu des tendances manifestées par la nuptialité et la fécondité ces dix dernières années, M. Bourgeois-Pichat a récemment calculé le modèle de la descendance finale de premiers mariages (1) (durant la période de fécondité féminine de 15 à 50 ans) si les pratiques contraceptives continuaient de se diffuser au même rythme que par le passé. Cette « famille complète », selon ce qu'on peut qualifier de « tendance 1967 », apparaît dans le tableau ci-dessous qui permet quelques utiles observations sur la prévision d'évolution de la dimension des familles.

a) Ce tableau permet de dire que la tendance récente orientait vers une moyenne de 2,33 enfant par famille complète (y compris celles n'ayant pas d'enfant). Une étude analogue menée selon les données d'avant guerre (tendance 1937) donnait 1,83 enfants par famille à une époque où 22 % et non 10 % des familles complètes n'auraient pas eu de descendance.

b) Les comparaisons entre 1937 et 1967 montrent également que si le nombre de familles ayant soit 1, soit plus de 6 enfants était plus important avant guerre, les familles complètes de 2 à 5 enfants par contre tendraient à être plus nombreuses selon la tendance 1967. C'est là un point qui détruit une idée reçue : que les allocations familiales multiplient les familles très nombreuses ; il apparaît au con-

traire que la désaffection pour les grandes familles augmente.

c) Les familles de moins de 4 enfants, représentant 81,1 % des familles, ont 59,5 % des enfants. Le rôle des familles nombreuses est donc très important dans la reproduction des générations, puisque les familles de 4 enfants et plus représentant 18,9 % des familles ont 40,5 % des enfants. Ce rôle est toutefois moins grand qu'avant guerre : selon la tendance 1937, les familles de 4 enfants et plus représentaient 14,5 % des familles et avaient 43,2 % des enfants.

d) Si toutes les familles de plus de 4 enfants limitaient à 4 leurs descendants, la moyenne de 2,33 par famille tomberait à 2,14 et si allant plus loin dans la réduction, l'image de 3 enfants s'imposait à toutes les familles dépassant 3 enfants, la moyenne générale tomberait à 1,95 enfants par famille complète ; ce qui, compte tenu des célibataires, ne suffirait plus pour assurer le maintien de la population.

e) Les traits marquants de l'évolution nataliste durant ces 30 années sont la diminution considérable des familles sans enfant et la très forte augmentation des familles de 2 enfants.

ACTUALITÉS

Un colloque démographique.

Le troisième colloque national de démographie, organisé matériellement par M. Laferrère, directeur de l'Institut d'études de la population de l'université de Lyon, a pris une forme itinérante puisqu'il s'est déroulé du

22 au 25 avril à Lyon, Saint-Etienne et Grenoble.

Le thème adopté « Grandes villes et petites villes », où la démographie, l'urbanisme et la géographie s'associent étroitement, justifiait la méthode puisque l'on eut ainsi l'occasion de confronter le travail des chercheurs et la leçon de choses de l'observation. Le colloque, ouvert à Lyon par une conférence de M. A. Sauvy sur « la démographie devant l'opinion », s'est terminé par une visite fort intéressante à l'Agence d'urbanisme de Grenoble. M. Pierre Georges, professeur à la Sorbonne, avait antérieurement, dans l'admirable cadre de l'Institut de géographie alpine, tiré les conclusions des 29 communications présentées et discutées, quelquefois avec passion, durant ces trois journées. Les travaux ont porté sur quatre séries de thèmes : la mobilité des populations vue au travers des migrations intérieures, l'un des phénomènes démographiques les moins étudiés alors que cette mobilité s'accroît beaucoup ; la croissance urbaine traitée sous divers angles (coût des villes, transport, migrations alternantes...); la scolarisation en fonction des régions et de la taille des villes ; quelques communications de démographie historique, notamment une portant sur les avatars surprenants des recensements de la population lyonnaise depuis le début du siècle.

Il n'est pas possible de résumer dans ces quelques lignes la richesse et le foisonnement de tous les thèmes abordés, compte tenu de la dispersion des recherches et de l'ouverture très grande du sujet. — Nous nous bornerons à deux réflexions personnelles suggérées par ces débats, l'une relative aux méthodes, l'autre de fond.

Dès que l'on aborde en sciences humaines un sujet où interviennent de nombreuses disciplines, la position en pierre d'angle de la démographie apparaît ; il n'est pas question, bien entendu, de primauté et de hiérarchie, mais le démographe occupe le centre du carrefour où convergent et d'où partent l'économiste, le sociologue, l'urbaniste, parce que l'homme, et c'est presque une lapalissade, est l'essence des sciences humaines. Mais on s'aperçoit également dans ces rencontres rapides, de la difficulté du travail multidisci-

Sur 1.000 familles complètes selon la tendance 1967

		ENFANTS	
		Nombre	Pourcentage
100 familles auraient	0 enfant	00	0 %
225 familles auraient	1 enfant	225	9,7 %
297 familles auraient	2 enfants	594	25,5 %
189 familles auraient	3 enfants	567	24,3 %
94 familles auraient	4 enfants	376	16,1 %
48 familles auraient	5 enfants	240	10,3 %
23 familles auraient	6 enfants	138	5,9 %
12 familles auraient	7 enfants	84	3,6 %
6 familles auraient	8 enfants	48	2,1 %
3 familles auraient	9 enfants	27	1,1 %
2 familles auraient	10 enfants	20	0,9 %
1 famille aurait	11 enfants et +	12	0,5 %
		2.330	100 %

(1) Qui ne donne qu'une mesure approchée de la dimension de la « famille complète ».

plinaire qui est plus aisément la juxtaposition d'approches et de langages différents qu'une œuvre commune qui suppose une longue et intime collaboration.

La confrontation sur la taille idéale des villes et sur l'orientation à donner de préférence au courant puissant d'urbanisation aurait été moins passionnée si l'on disposait de meilleures statistiques sur les coûts comparés de l'agrandissement en divers milieux urbains ; le débat serait plus rationnel s'il reposait sur la comparaison des coûts réels, ceux-ci n'étant pas dissimulés par de multiples transferts plus ou moins insaisissables.

Ce problème de la taille des villes a, en France, un caractère spécifique du fait de notre démographie. Expliquons-nous : des réseaux complémentaires et équilibrés de villes petites, moyennes, grandes et très grandes, n'ont pas pu s'établir comme dans des pays européens voisins où la densité est triple ou quadruple ; l'espace ne peut pas être occupé de la même façon avec 70 à 90, ou 250 à 350 habitants au km², surtout lorsque déjà le cinquième de la population a été attiré en une seule agglomération par une conjonction de la tradition historique, de l'esprit centralisateur et des besoins de concentration de l'économie tertiaire et de consommation. La masse disponible de population, au lieu de permettre à la fois l'essor des divers types urbains, obligeait à l'alternative : une très grande ville ou des villes petites et moyennes. Bien que nous ayons gagné 10 millions d'habitants en 30 ans et même si l'on maîtrisait le développement de Paris, il faudra choisir entre le développement des métropoles régionales ou la multiplication des villes petites et moyennes — les choix ne se posent pas pareillement aux Pays-Bas, en Allemagne, comme ils ne se poseraient pas dans une France de 150 à 200 millions d'habitants correspondant aux densités des pays cités. Il ne s'agit pas d'exprimer ici un regret, qui serait vain, ou un vœu, qui serait contestable, mais d'illustrer des différences de structures fondamentales qui pourtant ne sautent pas aux yeux. Il semble que la trop faible densité française n'ait pas permis le foisonnement des villes moyennes, à partir du moment où la civilisation économique moderne exigeait quelques

très grandes villes ou au moins une.

Profitant de leur présence à Lyon, puisqu'ils participaient au colloque, les directeurs des neuf instituts français universitaires et centres interfacultés de démographie ont tenu leur 33^e réunion semestrielle, sous la présidence du professeur Jean Stoetzel ; l'enseignement et l'information en démographie étant à l'ordre du jour.

P. L.

EN PAYS SOCIALISTES

La femme dans l'économie soviétique.

En U.R.S.S. 70 % des femmes ont une activité professionnelle (26 % en France) et parmi la population qui travaille on compte 52 % d'emplois féminins (33 à 35 % en France, Grande-Bretagne, États-Unis). Cette participation féminine exceptionnelle dans le monde a été rendue nécessaire par les coupes sombres dues à la guerre dans la population masculine (en 1945, le sexe féminin l'emportait de 25 millions). Elle a été facilitée par le prodigieux effort en faveur de l'enseignement et de la formation professionnelle féminine : entre 1941 et 1964, le nombre de femmes ayant fait des études secondaires spécialisées ou supérieures passait de 864.000 à 6.611.000 si bien que parmi les actifs ayant ce niveau de connaissance, l'effectif féminin progressait de 36 à 59 %. (Dans les universités les étudiantes représentent des 3/4 aux 4/5 des effectifs en biologie, des 2/5 à la moitié en mathématiques, du 1/4 aux 2/5 en physique).

Mais les exigeants besoins de main-d'œuvre de l'économie, les principes d'égalité absolue entre les deux sexes et les impératifs

naturels et familiaux constituent autant de contraintes qui ne s'accordent pas toujours.

L'emploi d'un grand nombre de femmes, en particulier dans des domaines scientifiques et technologiques, a sans aucun doute rendu possible le développement des forces productives que l'on sait, mais à plus long terme, cet engagement intense aux âges féconds (80 % des femmes de 20 à 39 ans étaient actives en 1959) n'intervient-il pas dans la diminution sensible de la natalité tombée de 26 pour mille en 1955 à 19 pour mille en 1964 ?

D'autre part comment expliquer autrement que par la surcharge que représente pour les femmes le cumul d'un travail à l'extérieur et des tâches maternelles et ménagères, le fait surprenant que malgré des conditions d'éducation et d'enseignement analogues la proportion des femmes, à l'intérieur des professions, diminue au fur et à mesure que l'on progresse dans les hiérarchies dirigeantes.

L'auteur de l'ouvrage (1) auquel sont empruntés ces statistiques note que « la supériorité soviétique numérique dans certains domaines scientifiques et technologiques est entièrement due à l'emploi d'un grand nombre de femmes dans ces domaines ». Mais les incidences sociologiques sont nombreuses et inattendues.

L'exemple soviétique montre clairement à quel point les politiques économiques et démographiques sont interdépendantes et interagissantes dans la durée : un engagement exagéré des femmes dans le processus producteur pour répondre à un besoin momentané pose des problèmes quant à ses effets sur la fonction maternelle et familiale, donc sur la natalité et sur la création des forces de travail pour l'avenir.

J. Mercier.

Population totale et active en U.R.S.S.
(Recensement 1959, en milliers)

Groupes d'âge	Population totale		Population active	
	H.	F.	H.	F.
0 à 14 ans	31.549	30.403		
15 à 29 ans	27.098	27.653	22.379	20.787
30 à 49 ans	21.573	31.418	20.622	24.136
50 à 69 ans	11.014	19.878	8.776	10.847
70 et plus	2.021	4.148	663	786

(1) Women in the Soviet Economy. NORTON T. Dodge. *Johns Hopkins Press.*